

# **La mondialisation capitaliste : malheur aux vaincus**

**Jean-Marie Harribey**

**Conseil Economique et Social Régional d'Aquitaine**

**5 novembre 2004**

Je vais essayer de porter un regard d'économiste critique sur l'évolution de l'économie mondiale. Regard qui ne vient pas tant d'innovations intellectuelles nées dans telle ou telle association anti ou altermondialiste que de la réhabilitation de concepts et de catégories anciens qui avaient été hâtivement enterrés et qui se révèlent être d'une grande pertinence aujourd'hui, d'une étonnante actualité. Le rôle des associations que l'on a appelées anti puis altermondialistes ayant été et étant de populariser et de diffuser auprès des citoyens, et c'est loin d'être négligable, des thèses que le discours dominant ignorait ou condamnait.

Je partirai d'une question dont l'énoncé est simple mais dont la réponse l'est moins : qu'est-ce qui a changé depuis 30 ans et qui justifie que l'on s'interroge aujourd'hui sur la signification de ce qu'il est convenu d'appeler « mondialisation » et sur les conséquences qui en découlent pour le monde, les nations, les régions, et avant tout pour les populations qui y vivent ?

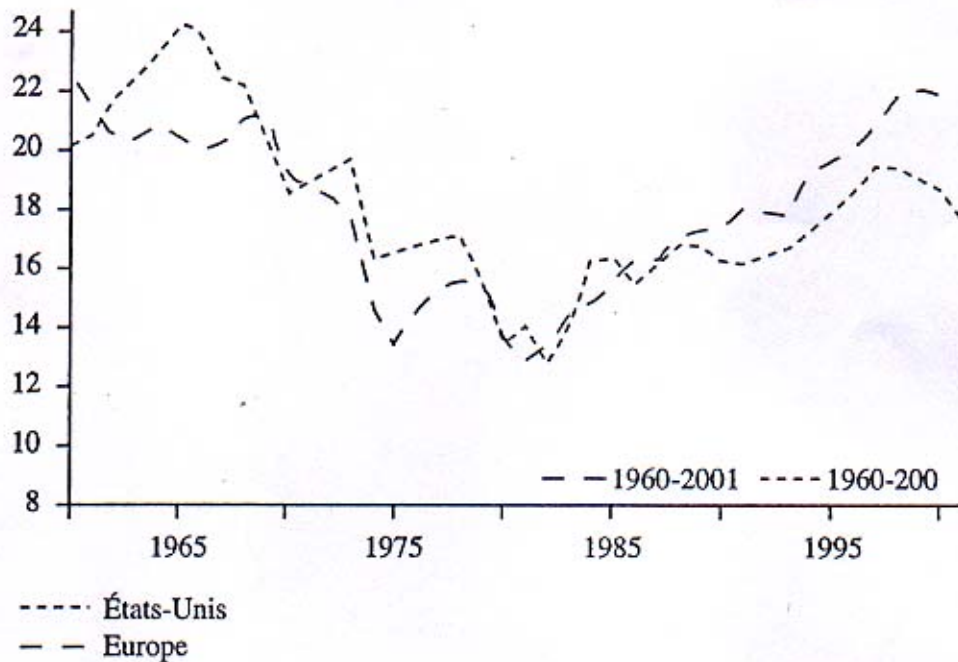
Il y a eu une rupture, un tournant et un sursaut.

## **1. La rupture**

A partir du milieu des années 1960, les bases de l'accumulation du capital sont ébranlées dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Cet ébranlement se manifeste en premier aux Etats-Unis où l'on constate dès 1965 une chute des taux de rentabilité des capitaux investis. Avec un décalage de quelques années, le mouvement s'étend au reste du monde occidental, notamment en Europe. C'est la première rupture, celle qui marque l'indicateur clé du développement ou de la crise du capitalisme : le taux de profit. En l'espace d'une décennie, celui-ci va chuter partout de moitié environ. Et cela, bien avant que n'intervienne le choc pétrolier de 1973 qu'il vaut mieux considérer comme une conséquence du dérèglement de l'économie mondiale plutôt que comme une cause première, même s'il a contribué ensuite à renforcer la crise. D'ailleurs, le dérèglement et le démantèlement du SMI datant de 1971 précèdent eux aussi d'au moins deux ans le premier choc pétrolier.

Les causes de cette rupture dans l'évolution de la rentabilité du capital sont multiples et ne seront qu'évoquées ici. Outre des raisons techniques, qu'il est d'ailleurs difficile d'établir avec certitude, qui tiennent aux limites atteintes par un mode d'organisation du travail des industries de masse fondé sur le taylorisme, les raisons sociales et institutionnelles sont sans doute très importantes : l'exacerbation des conflits sociaux manifestant le refus de l'organisation du travail et la moindre efficacité des procédures institutionnelles de régulation qui avaient caractérisé la période précédente d'après-guerre, ramènent au premier plan une contradiction récurrente du capitalisme, à savoir la difficulté de tirer un surplus du travail humain progressant au moins aussi vite que la masse de plus en grande des capitaux nécessaire pour cela, dès lors que le coefficient de capital (rapport du stock de capital à la production) s'élève et que les salaires progressent plus vite que la productivité du travail.

FIGURE 1. – TAUX DE PROFIT (%) : « EUROPE » ET ÉTATS-UNIS,  
ÉCONOMIE PRIVÉE



Europe renvoie à trois pays : Allemagne, France et Royaume-Uni. Le taux de profit est le rapport d'une mesure large des profits (la production nette moins le coût total du travail) au stock de capital fixe, net de l'amortissement. Ainsi, les impôts (indirects et impôts sur les profits), les intérêts et les dividendes sont encore comptés dans les profits.

Sources : NIPA (BEA) ; Fixed Assets Tables (BEA) ; OECD ; Comptes nationaux français (INSEE).

Source : G. Duménil, D. Lévy, « Le néolibéralisme sous hégémonie états-unienne », in F. Chesnais, *La finance mondialisée, Racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, Paris, La Découverte, 2004, p. 77.

A cela s'ajoutent les prémices d'une crise écologique sur lesquels attirent l'attention les cris d'alarme poussés par quelques penseurs isolés, ainsi quela première conférence de l'ONU sur le développement et l'environnement à Stockholm en 1992, et, la même année, le rapport au Club de Rome.

Grosso modo, toute la décennie 1970 voit le capitalisme s'enliser dans la difficulté de sortir de cette crise, dont l'inflation et la montée du chômage sont les signes les plus visibles, marquant bien une rupture économique et sociale globale, mais aussi idéologique puisqu'on pensait que l'ère de croissance économique inaugurée au début des années 1950 serait éternelle.

Mais cet enlissement n'a pas duré plus d'une décennie car la sortie de crise va être tentée par un tournant radical imprimé aux politiques économiques et à la régulation de l'économie mondiale.

## 2. Le tournant

Trois séries de décisions vont être prises par les élites politiques et économiques mondiales. La première va connaître une mise en œuvre progressive dans tous les pays mais est aujourd'hui achevée ; la seconde va être plus rapide dans son application et ses effets ; la troisième est toujours en cours car c'est peut-être la plus difficile à accomplir.

D'abord, dès le milieu des années 1970, la décision est prise, après être passé des changes fixes aux changes flottants, de libéraliser complètement le mouvement des capitaux en supprimant tous les obstacles à leur circulation et notamment le contrôle des changes qui figurait comme obligation pour tous les Etats depuis les accords de Bretton-Woods en 1944.

Ensuite, en 1979, la Réserve fédérale américaine, banque centrale des Etats-Unis, décide sous la houlette de son président Volker, d'augmenter brutalement les taux d'intérêt, à la fois pour casser définitivement l'inflation et pour inverser radicalement le rapport des forces entre prêteurs et créanciers et, au-delà, celui entre producteurs et propriétaires du capital.

Enfin, il s'agit d'imprimer un nouveau cours aux politiques économiques et sociales de telle sorte que, globalement, le coût du travail soit réduit, à la fois en termes financiers directs mais aussi en termes d'obligations juridiques qui imposent droits, protections et couvertures pour les travailleurs. Cette volonté de diminuer à tout prix, si je peux dire, le coût du travail est une exigence du capitalisme qui entend tirer parti des opportunités que lui offre l'arrivée sur le marché mondial de régions où les conditions d'extraction de la plus-value sont meilleures, et ainsi mettre en concurrence toutes les forces de travail du monde.

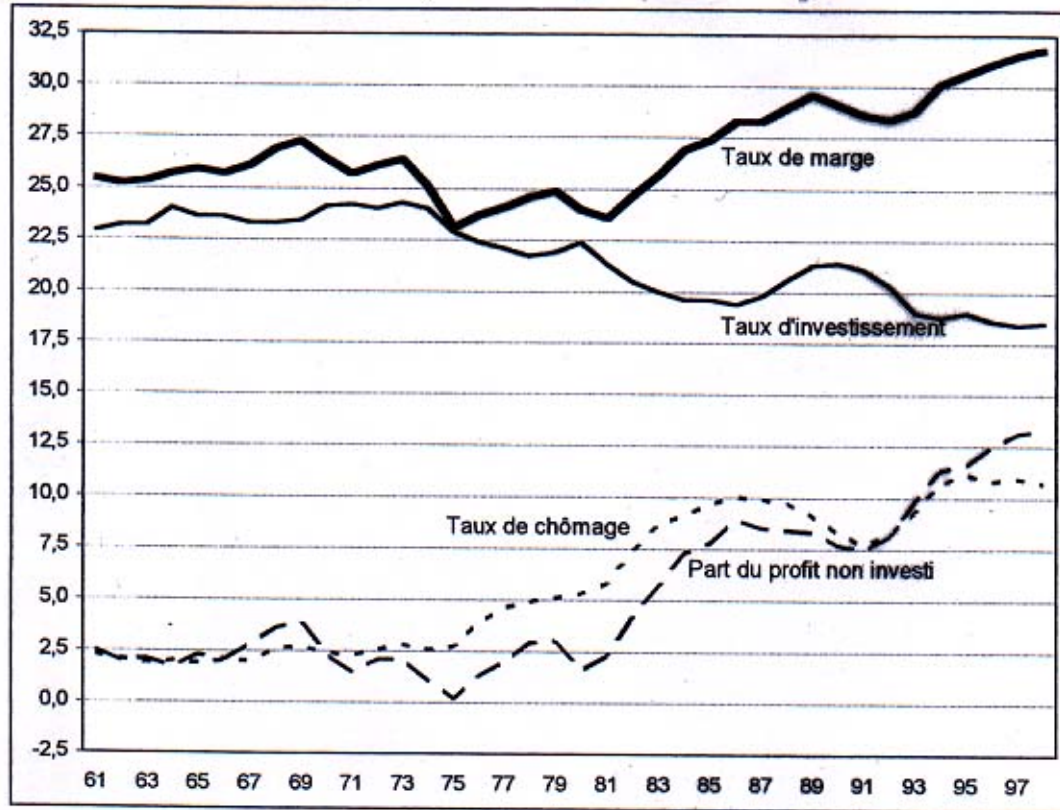
Autrement dit, ce qui est appelé mondialisation de l'économie ne recouvre pas seulement l'augmentation des échanges commerciaux qui serait un simple prolongement de la tendance millénaire à l'œuvre depuis l'Antiquité comme le croient faussement naïvement bon nombre d'observateurs et même Amartya Sen, prix Nobel d'économie et nouvelle coqueluche de la bien-pensance mondiale. Il s'agit en fait d'une phase bien spécifique de l'histoire du capitalisme impulsée pour sortir celui-ci de la grave crise structurelle amorcée il y a plus de trente ans.

Le problème est que cette sortie de crise est ambiguë pour ne pas dire schizophrénique. La conséquence est l'immensité des dégâts provoqués par le tournant néo-libéral du capitalisme.

### *La schizophrénie*

La schizophrénie se manifeste sur deux plans. En premier lieu, le tournant libéral est un succès indéniable sur le plan du rétablissement très net des taux de rentabilité des capitaux : les courbes se redressent aux Etats-Unis comme en Europe dès le début des années 1980. Mais, et c'est là la première curiosité, les taux d'accumulation, c'est-à-dire du réinvestissement des profits, se redressent beaucoup moins, et un décalage croissant se creuse entre les taux de profit et les taux d'accumulation.

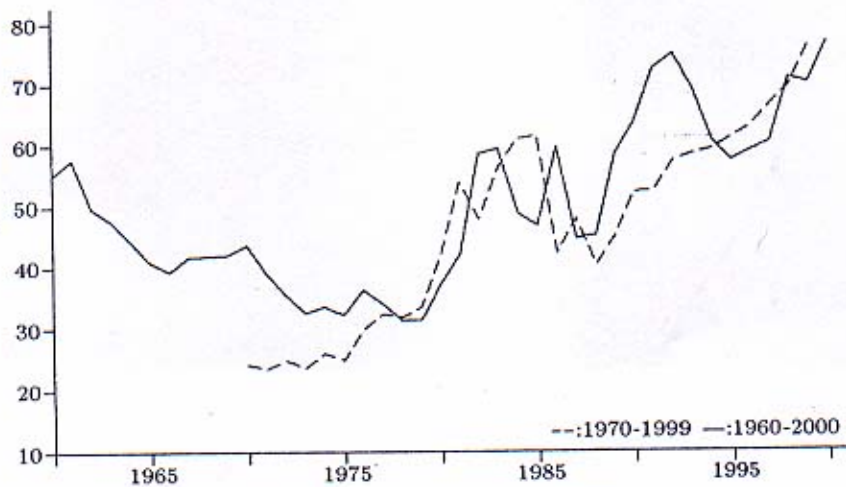
## Profit, investissement, chômage en Europe



Source : IRES, *Les marchés du travail en Europe*, La Découverte, 2000

La principale raison en est sans doute la domination de la finance par le biais d'institutions financières concentrant le pouvoir et exprimant avant tout l'intérêt des créanciers et des actionnaires, favorisé par le maintien à des niveaux très élevés des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire hors inflation, et par la distribution d'une part croissante des profits sous forme de dividendes, entraînant une folle montée des cours boursiers jusqu'en 2000, confortée par les pratiques de rachat par les sociétés de leur propres actions. Alors que pendant toutes les 30 Glorieuses, le taux d'accumulation suit une tendance parallèle au taux de profit, la période contemporaine est toute différente : taux de profit et taux d'accumulation divergent radicalement après rétablissement du premier. En effet, comment investir si la conservation des profits dans les entreprises est jugée secondaire par rapport à la rémunération des actionnaires ? Et pourquoi investir si les placements financiers sont susceptibles de rapporter beaucoup plus rapidement des gains que la montée spéculative laisse espérer ?

FIGURE 7. — *Part des profits distribuée en dividendes (%) : France (---) et États-Unis (—), sociétés non financières*

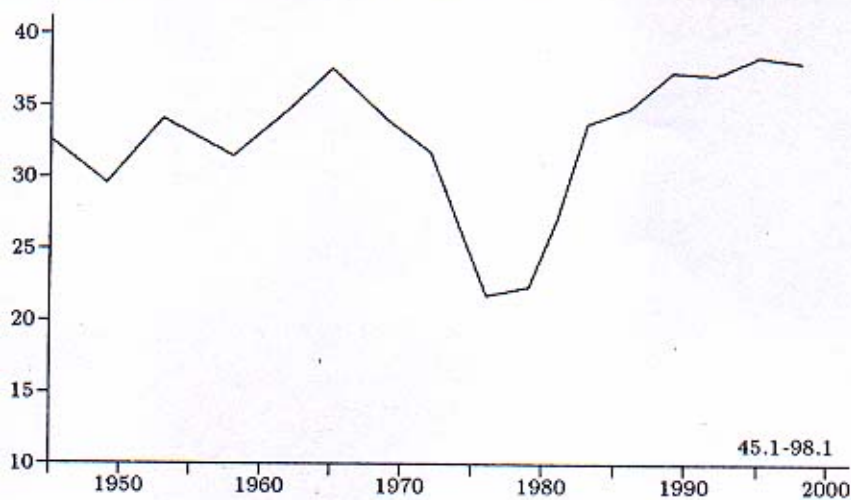


Les sources sont décrites dans Duménil et Lévy [2000b].

Source : G. Duménil, D. Lévy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, Repères, 2003, p. 34.

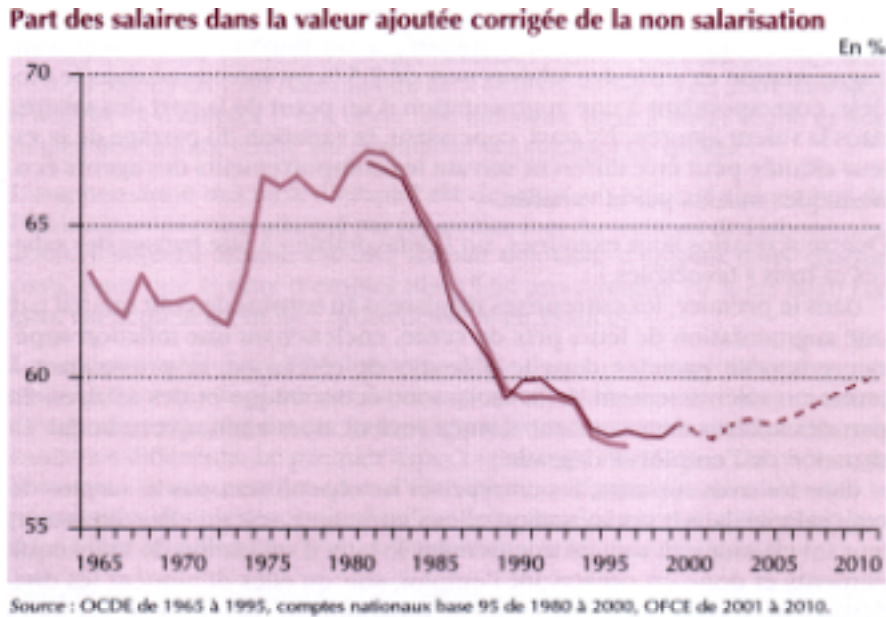
D'autant plus qu'un second aspect schizophrénique intervient. Le tournant libéral provoque un extraordinaire retournement de la répartition des revenus dans le monde. La « création de valeur pour l'actionnaire » signifie un colossal enrichissement des classes riches et un appauvrissement en termes relatifs des classes pauvres, c'est-à-dire les premiers, ceux qui vivent de leur capital, et les seconds, ceux qui vivent de leur travail.

FIGURE 5. — *Part de la richesse totale détenue par le 1 % des ménages les plus riches (%) : États-Unis*



La richesse inclut l'immobilier (le logement), les titres et la monnaie, et les biens de consommation durables. Source : Wolff [1996].

Source : G. Duménil, D. Lévy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, Repères, 2003, p. 31.



Source : Conseil d'orientation des retraites [2002], *Retraites : renouveler le contrat social entre les générations, Orientations et débats*, Paris, La Documentation française, p. 117.

La modification du partage de la valeur ajoutée au profit des classes sociales les plus élevées dans l'échelle sociale a bien sûr des répercussions sur le niveau de la demande de consommation et donc d'investissement puisque les perspectives de débouchés pour les entreprises sont moins prometteuses. La mollesse de la croissance trouve sa source fondamentale dans cette contradiction.

Sans que les politiques économiques aient la moindre efficacité puisque les Etats, surtout les Etats européens, se sont dépossédés eux-mêmes d'une bonne part de leurs moyens d'action : la politique monétaire est abandonnée aux mains de banques centrales indépendantes pour lesquelles l'emploi est le cadet de leurs soucis ; et la politique budgétaire est corsetée par les critères de Maastricht.

Ces tendances schizophréniques ne sont pas seulement des sujets d'observation étonnants, elles produisent des conséquences désastreuses.

### *Les conséquences*

Je ne peux faire ici qu'une énumération rapide des principales, car chacune pourrait faire l'objet d'un examen très long.

La liberté de circulation des capitaux et la financiarisation qui s'en est suivie ont aggravé les facteurs d'instabilité financière. Sur les deux dernières décennies, plusieurs crises financières dévastatrices pour les pays les ayant subies ont éclaté : crise boursière en 1987, crise financière en Asie en 1997, en Russie en 1998, en Argentine en 2001, éclatement de la bulle en 2001, sans oublier les crises de la dette à répétition depuis 1982.

A cause de la brutale montée des taux d'intérêt réel à partir de 1979, un engrenage inexorable de montée de l'endettement des pays du tiers-monde s'est mis en place, aboutissant en l'espace de quelques décennies à la multiplication par 50 du montant de la dette extérieure des pays du tiers-monde (2000 milliards \$ ou 2500 si l'on compte les ex-pays de l'Est). Contraints de recourir aux institutions financières internationales, le FMI et la BM, ils furent mis dans l'obligation d'appliquer des plans d'ajustement structurel qui ont fini de mettre à mal leurs structures productives, réorientées vers des produits d'exportation, et leurs procédures de régulation collective supplantées par le marché.

Lors de la création de l'OMC en 1994 fut entamée une négociation pour aboutir à l'AGCS qui vise à libéraliser progressivement tous les services. L'AGCS est un accord-cadre, c'est-à-dire qu'il ne comporte pas de limite, ni dans sa durée, ni dans son champ d'application. Son principe est de libéraliser toujours plus, sans marche arrière possible, tel un cliquet. L'article 1 de ce traité stipule que les services « comprennent tous les services de tous les secteurs à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental ». On pourrait croire ainsi l'éducation et la santé publiques à l'abri du virus libéral. Non, car le traité précise aussitôt qu'« un service fourni dans l'exercice du pouvoir gouvernemental s'entend de tout service qui n'est ni fourni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services ». Comme il existe déjà des écoles et des cliniques privées, les secteurs publics de l'éducation et de la santé sont menacés et à terme condamnés.

Sont concernés également les services de la poste et des transports. Plus de la moitié (6000 sur 11 500) des bureaux de poste français sont menacés de fermeture (250 en Aquitaine : 30 en Dordogne, 30 en Lot-et-Garonne, 40 dans les Landes, 50 dans les Pyrénées atlantiques, 100 en Gironde). « Un bon service public est un service rentable » a déclaré Jean-Paul Bailly.

Faute d'entretien suffisant du réseau ferré depuis la partition entre la SNCF et le RFF, la SNCF diminue la vitesse des trains sur les lignes secondaires (non TGV) pour des raisons de sécurité. Les régions qui ont beaucoup investi dans l'amélioration des TER verront leurs efforts mal récompensés car ce sont les lignes régionales et transversales qui seront touchées.

Quand on sait le délabrement des chemins de fer anglais depuis leur privatisation, on peut être inquiet.

Quand on sait les dysfonctionnements de la distribution de l'électricité en Californie, on peut craindre que si EDF est privatisée elle suive le même chemin.

Partout où la distribution de l'eau a été privatisée dans le monde, l'accès à l'eau est devenu ou bien plus onéreux ou bien plus difficile. On ne compte plus les pays du tiers-monde où, pour satisfaire aux exigences des plans d'ajustement structurel infligés par le FMI et la BM, l'eau est devenue une marchandise. Nombre de pays africains ont vu disparaître les fontaines publiques gratuites pour rendre payant l'accès à l'eau.

Les multinationales des biotechnologies et de l'industrie pharmaceutique mènent une bataille intense au sein de l'OMC pour obtenir le droit de déposer des brevets sur le vivant, sur toutes les découvertes scientifiques, qui restreindraient l'accès à la connaissance.

En termes de droits sociaux, les dégâts de la libéralisation du capitalisme mondial ne sont pas moindres. Partout, sous la houlette de la BM, du FMI, de l'OCDE, sont entreprises des réformes des systèmes de retraites et d'assurance maladie pour diminuer la part des systèmes collectifs et accroître celle des systèmes privés. Au motif qu'un fonds de pension pourrait pallier le déficit démographique. Or un fonds de pension ou une compagnie d'assurance ne sont pas capables de créer de la richesse. Leur seule raison d'être est de répartir autrement la richesse créée par le seul travail productif. Les soi-disant réformes sont entreprises au motif également que les prélèvements obligatoires seraient trop élevés. Et l'on comprend bien qu'au fur et à mesure que croissent les besoins sociaux d'éducation, de santé, de retraites, le risque de redistribution soit devenu trop important aux yeux des classes possédantes. Et donc la mondialisation libérale est une gigantesque opération de redistribution à l'envers des revenus : des pauvres vers les riches. Selon le PNUD, l'écart entre les 20% les plus pauvres de la planète et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 dans les années 1960 à 1 à 80 aujourd'hui.

En matière de remise en cause du droit du travail, la France est un bon exemple. De contournement en contournement concernant le contrat de travail et sa durée, on en est venu à l'idée que le principe même de la convention collective était devenu caduc, afin de revenir à une notion du contrat aussi près que possible d'une relation personnelle entre employeur et

employé : principe de faveur remis en cause par la loi sur le dialogue social, contrat de mission du rapport Virville, contrat à protection progressive du rapport Camdessus.

C'est dans ce contexte qu'enfle la crainte de délocalisations des activités industrielles mais aussi de plus en plus de services. Quitte à vous surprendre, je dirai que l'impact des délocalisations doit être relativisé, non qu'elles ne constituent pas un désastre social pour ceux qui en sont victimes, mais parce qu'elles sont avant tout une arme idéologique et symbolique. Sur 400 000 licenciements annuels en France, moins de 25% sont des licenciements économiques et moins de 5% correspondent à des transferts de production à l'étranger. De plus, la quasi totalité des investissements français à l'étranger sont destinés à des pays de l'OCDE et les investissements français en Chine et en Inde représentent moins de 2% des investissements à l'étranger.

Il est vrai que le mouvement peut s'accélérer et concerner les services et les emplois qualifiés. Et déjà les Etats-Unis nous donnent un aperçu de l'évolution possible puisque depuis 2001, l'économie a perdu au moins 1,2 million d'emplois.

Mais pour l'instant, la logique de la rentabilité qui est à l'origine du chômage de masse se décline en restructurations, externalisations, dégraissages, licenciements boursiers, les délocalisations étant une modalité parmi d'autres, non la plus importante mais la plus médiatisée. Car l'accent mis sur les délocalisations par ceux qui les pratiquent permet de détourner l'attention vers deux boucs émissaires commodes :

- l'étranger : le Chinois, l'Indien, ou de manière générale, les pays à bas salaires, sans voir que ce sont les firmes multinationales qui pratiquent ces bas salaires ;
- le salarié français, ses syndicats, coupables d'exiger des salaires trop élevés ou une protection sociale demandant des cotisations sociales trop fortes.

En réalité, les délocalisations constituent une forme de chantage qui permet de légitimer une baisse générale du coût du travail, c'est-à-dire de conforter le renversement de la distribution de la richesse en direction des propriétaires, petits et grands, du capital. Dans l'article I-2-d de l'AGCS, l'un des quatre modes de fourniture d'un service (mode 4) est celui qui permet à un employeur de faire appel à du personnel d'un autre pays membre de l'OMC pour une période déterminée et de lui appliquer les dispositions salariales et sociales de son pays d'origine. Si cette disposition est appliquée en Europe, cela permettra de contourner un siècle et demi de conquêtes sociales en toute légalité.<sup>1</sup>

Nous voici donc placés devant l'alternative : ou bien pratiquer l'union sacrée contre ces Chinois, Indiens et autres Roumains ou Polonais, voleurs d'emplois ; ou bien renforcer les droits des salariés partout dans le monde. C'est là qu'intervient le sursaut que j'ai annoncé dans l'introduction.

### 3. Le sursaut

Un processus de marchandisation de toutes les activités humaines est à l'œuvre. Ce n'est pas nouveau puisqu'il avait déjà été parfaitement analysé par Marx il y a plus de 150 ans. Mais il connaît une phase particulièrement aiguë au moment où toutes les régulations théorisées par Keynes il y a 70 ans sont remises en cause.

Cette marchandisation ne résout rien, elle aggrave tout. Elle n'a qu'un mérite, celui de susciter depuis une décennie un mouvement diffus mais conscient de résistance. Il a reçu un nom qui lui a, paradoxalement, été attribué par ses adversaires : l'antimondialisme, rapidement transformé en altermondialisme. Je ne vais pas en détailler les caractéristiques

---

<sup>1</sup> . En 2003, la Commission européenne proposait d'appliquer ce mode 4 à 21 métiers, tandis que la garantie du respect des lois en vigueur en Europe était, selon une note de bas de page, « susceptible d'être abandonnée dans la négociation ».



mais m'arrêter sur trois aspects qui touchent de plus près qu'on ne le croit les choix de politique économique à un échelon global comme local.

Le premier concerne la nécessité de taxes mondiales ou globales. Si l'on admet la nécessité de biens publics mondiaux, tels que l'air, l'eau, le climat, les connaissances, il faut pouvoir assurer leur pérennité ou leur production. C'est l'un des axes des propositions du mouvement altermondialiste. L'idée a émergé à partir de la taxe Tobin sur les transactions de change pour rapidement s'étendre à l'ensemble des transactions financières, assortie de la suppression des paradis fiscaux et de l'annulation de la dette extérieure des pays pauvres. Après avoir fait pousser les hauts cris de tous les idolâtres des marchés financiers et de leur prétendue efficacité, l'idée a fait son chemin puisqu'elle est maintenant officiellement reprise par plusieurs gouvernements importants dont le nôtre pour contrôler de nouveau les mouvements de capitaux. Autrement dit, puisque la liberté totale de circulation des capitaux a fait la preuve de son extraordinaire capacité à satisfaire les intérêts de minorités, et seulement ceux-là, alors elle n'est plus un dogme indéboulonnable.

Le second point que je voudrais évoquer concerne la question de la propriété qui redevient une question centrale pour l'évolution des sociétés humaines. Il ne s'agit plus simplement de savoir si les grands moyens de production doivent être propriété privée ou publique. Il s'agit de savoir si ce qui a trait à la vie et à la qualité de celle-ci doit ou non faire l'objet d'appropriation privée : le vivant, l'eau, l'air, les connaissances doivent être considérées comme inaliénables. Le combat contre les organismes génétiquement modifiés n'est pas seulement d'ordre sanitaire et écologique. Il est d'ordre politique pour ne pas que les paysans du monde entier dépendent des semenciers.

Le dernier point se situe à l'articulation de la question sociale qu'intrinsèquement ne sait pas résoudre le capitalisme et de la question de l'écologie que ne peut non plus résoudre le capitalisme car celui-ci a besoin de toujours plus de croissance et donc de ponctions sur la nature. On pourrait s'étonner de voir resurgir au début de ce XXI<sup>e</sup> siècle le problème que l'on croyait avoir réglé au moins dans son principe depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les travailleurs salariés devaient pouvoir bénéficier d'une baisse de la durée de leur travail au fur et à mesure des gains de productivité. Eh bien non, tous les patronats européens ont lancé une offensive pour inverser cette tendance séculaire. Parce qu'ils ont bien compris que la durée du travail mettait en jeu la répartition des revenus et que toucher à l'une impliquait de toucher à l'autre, et cela dans le même sens. Si la durée du travail augmente, si possible pour le même salaire, la part des profits s'accroît. On retrouve le fil conducteur de la libéralisation de l'économie.

Et pourtant, l'enjeu de la RTT est là, incontournable. Elle seule peut aider à déjouer le piège infernal tendu par le capitalisme : ou bien on accepte une croissance économique extravagante, dévastatrice, et on aura le plein emploi, ou bien on est moins gourmand de croissance et on aura du chômage de masse. Seule la RTT permet une autre utilisation des gains de productivité que celle consistant à s'abandonner dans une fuite en avant perpétuelle.

Au terme de cet échange, il apparaît nettement qu'il faut dépasser le stade des jugements sommaires : la mondialisation est un bien ou un mal, rhétorique buschienne sans grande portée heuristique ni politique. Tout est relatif. La mondialisation est heureuse pour ceux qui peuvent profiter des avantages que procure la détention du capital, de l'information, du savoir. Elle l'est moins pour tous ceux, et ils sont bien plus nombreux, pour lesquels elle signifie plus d'insécurité et de précarité et moins de prise sur leur destin, sans parler de celui du monde.

L'altermondialisme n'est rien d'autre, mais pas moins, qu'un effort de résistance à la subordination de toute activité humaine à la loi du profit. Ce qui implique la définition d'un développement radicalement différent de celui qui postule que le bien-être est assimilé à ou apporté par la seule richesse marchande, un développement qui soumettrait l'ouverture des frontières à des normes sociales et au respect des droits sociaux et politiques.

## **Bibliographie**

### **Jean-Marie Harribey**

*L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.

*Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

« La financiarisation du capitalisme et la captation de la valeur » in J.C. Delaunay (coord.), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111.

*La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2<sup>e</sup> éd. 2004.

(direction ouvrage collectif pour Attac) *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2004.